

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française .....	1 800 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé  Les abonnements et annonces sont payables d'avance  La ligne ..... 80 frs Minimum ..... 250 frs  Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum ..... 250 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française ..... 100 frs

Etranger : Port en sus

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### DECRETS

1978

4 août — Décret n° 78-85 portant nomination du secrétaire général de la grande chancellerie. ....	444
7 août — Décret n° 78-86 portant nomination du directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale. ....	444
7 août — Décret n° 78-87 portant nomination du directeur général de l'office national des produits vivriers « Togograin ». ....	445
21 août — Décret n° 78-88 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Madrid (Espagne). ....	445
21 août — Décret n° 78-89 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Madrid (Espagne). ....	445
21 août — Décret n° 78-90 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Amsterdam (Hollande). ....	445
21 août — Décret n° 78-91 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Amsterdam (Hollande). ....	446
21 août — Décret n° 78-92 relatif à l'organisation du ministère de la justice. ....	446
24 août — Décret n° 78-93 portant nomination du directeur de la CEET. ....	448

## ARRETES ET DECISIONS

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1978

21 août — Décision n° 1010-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Unesco. ...	448
23 août — Décision n° 1020-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (IAMSEA). ....	448
23 août — Décision n° 1021-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du bureau international de l'Union Postale Universelle (U.P.U.). ....	448
23 août — Décision n° 1022-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du (G.A.T.T.). ....	448
23 août — Décision n° 1023-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). ....	448
23 août — Décision n° 1024-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agence de coopération culturelle et technique (AgeCoop). ....	448
25 août — Décision n° 1025-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). ....	449
23 août — Décision n° 1026-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agence de coopération culturelle et technique (AgeCoop). ....	449
Arrêtés et décision portant octroi d'allocations scolaires et nominations .....	449

#### MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Décision portant nomination. ....	449
-----------------------------------	-----

#### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, radiation, licenciement et admission à la retraite .....	449
--	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêtés portant nominations, rectificatifs et additif à de précédents  
arrêtés portant nominations ..... 456

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1978

24 août — Décision n° 118-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autori-  
sation de virement d'une somme au profit du  
directeur général de l'agence d'équipement des  
terrains urbains (AGETU) à Lomé. .... 457

24 août — Décision n° 124-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autori-  
sation de virement d'une somme en faveur de  
M. G. L. Barsouna à Lomé. .... 457

25 août — Décision n° 125-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autori-  
sation de virement d'une somme au profit de la  
société platiagricole Togo SA à Lomé. .... 457

25 août — Décision n° 126-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autori-  
sation de paiement d'une somme au profit de  
l'ambassade de Chine au Togo. .... 457

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Arrêté portant nomination. .... 457

DIVERS

1978

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

9 août — Arrêté n° 315-MFE-CR portant concession de pensions  
aux ayants-cause de M. Kuegah Kangni (Am-  
broise). .... 457

9 août — Arrêté n° 316-MFE-CR portant concession de pensions  
aux ayants-cause de M. Soumbey Alley Bagana  
Ahoné. .... 458

9 août — Arrêté n° 317-MFE-CR portant concession de pensions  
aux ayants-cause de M. Lade Ahlidza Eise  
(Cléphas). .... 458

9 août — Arrêté n° 318-MFE-CR portant révision de la pension de  
retraite de M. de Medeiros Comlan (Carlos). .... 459

16 août — Arrêté n° 323-MFE-CR portant concession d'une pension  
de retraite à M. Lawson Body (Benjamin). .... 459

16 août — Arrêté n° 324-MFE-CR portant concession d'une pension  
de retraite à M. Adigo Koffi (François). .... 459

16 août — Arrêté n° 325-MFE-CR portant concession d'une pen-  
sion de retraite à M. Attivi Fol. Gogri. .... 460

24 août — Arrêté n° 328-MFE-CR portant concession d'une pension  
de retraite à M. Morin Koffi (Alphonse). .... 460

24 août — Arrêté n° 329-MFE-CR portant concession d'une pension  
de retraite à M. Koumaga Banama. .... 460

Arrêtés portant octroi de permis d'occupation temporaire, affec-  
tation de parcelle de terrains domaniaux et  
approbation de rôles. .... 461

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA PROMOTION FEMININE

1978

8 août — Arrêté n° 23-MSPASPF accordant une autorisation d'ex-  
ploiter un laboratoire d'analyses médicales. .... 462

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1978

21 août — Arrêté n° 47-MEN-RS portant autorisation d'ouverture  
d'un établissement d'enseignement privé laïc. .... 462

Arrêté portant admission. .... 462

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

B.C.E.A.O. (Listes des banques et établissements financiers, agréés  
au Togo (Mise à jour du 1-7-78) ..... 463

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 78-85 du 4 août 1978 portant nomination du  
secrétaire général de la grande chancellerie.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-55 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono,  
modifiée par la loi du 31 décembre 1965 et les ordonnances des 22 avril  
1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Goeh Akué Adoté, instituteur  
principal de classe exceptionnelle, conseiller technique au  
ministère de la jeunesse, des sports et de la culture est  
nommé secrétaire général de la grande chancellerie, en  
remplacement de M. Attivor Médéwodji, remis à la disposi-  
tion du ministre de l'éducation nationale et de la recherche  
scientifique.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré, publié au  
*Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Lomé le 4 août 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 78-86 du 7 août 1978 portant nomination du  
directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 39 du 12 novembre 1975 instituant un code de  
sécurité sociale, notamment en son article 8 ;

Sur proposition du ministre de la fonction publique et du travail ;  
Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

Article premier — M. Walla Koffi, ingénieur agronome est nommé directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale, en remplacement de M. Kagbara Bassabi remis à la disposition du ministre de la fonction publique et du travail.

Art. 2 — Le présent décret qui prend effet à la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 7 août 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

*DECRET N° 78-87 du 7 août 1978 portant nomination du directeur général de l'office national des produits vivriers « Togograin ».*

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du développement rural ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 71-164 du 3 septembre 1971 portant approbation des statuts de l'office national des produits vivriers « TOGOGRAIN » ;

Vu le décret n° 75-22 du 23 janvier 1975 portant nomination du directeur général de l'office national des produits vivriers « TOGOGRAIN » ;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

Article premier — M. Kankarti Nankodja Saada, ingénieur agronome est nommé directeur général de l'office national des produits vivriers « Togograin », en remplacement de M. Walla Koffi, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2 — Le présent décret qui prend effet à la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 7 août 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

*DECRET N° 78-88 du 21 août 1978 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Madrid (Espagne).*

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

### DECRETE :

Article premier — Il est créé à Madrid (Espagne) un consulat honoraire de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 21 août 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

*DECRET N° 78-89 du 21 août 1978 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Madrid (Espagne).*

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 78-88 du 21 août 1978 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Amsterdam (HOLLANDE) ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

### DECRETE :

Article premier — M. Modesto Sanchez Pereda — V — est nommé consul honoraire de la République togolaise à Madrid avec juridiction sur toute la ville.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 21 août 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

*DECRET N° 78-90 du 21 août 1978 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Amsterdam (Hollande).*

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

### DECRETE :

Article premier — Il est créé à Amsterdam (Hollande) un consulat honoraire de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 21 août 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

**DECRET N° 78-91 du 21 août 1978 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Amsterdam (Hollande).**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu les ordonnances n°s 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;  
Vu le décret n° 78-90 du 21 août 1978 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Amsterdam (HOLLANDE) ;  
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

**D E C R E T E :**

Article premier — M. H. L. A. M. Van der Pluym est nommé consul honoraire de la République togolaise à Amsterdam avec juridiction sur tout le territoire de la ville d'Amsterdam.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 21 août 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

**DECRET N° 78-92 du 21 août 1978 relatif à l'organisation du ministère de la justice.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;  
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;  
Le conseil des ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier — Le ministère de la justice comprend :  
— le cabinet du ministre  
— l'administration centrale  
— un inspecteur général des services judiciaires placé sous l'autorité directe du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 2 — Le cabinet du ministre comprend :

- le directeur du cabinet
- deux attachés
- deux conseillers
- un secrétariat particulier
- un bureau du courrier.

Art. 3 — Le cabinet :

- centralise la réception et l'expédition du courrier du ministère,
- assure le secrétariat administratif du ministère,
- centralise les pièces à soumettre à la signature du ministre.

Art. 4 — L'administration centrale du ministère de la justice comprend :

- un secrétaire général
- la direction des services judiciaires
- la direction des affaires civiles et pénales
- la direction de la législation et des études.

Art. 5 — Le secrétaire général, nommé par décret sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, coordonne les activités des différentes directions.

Il tient à cet effet des réunions périodiques de coordination.

Il assure l'exécution des mesures prises par le ministre et peut recevoir délégation de signature.

Art. 6 — La direction des services judiciaires :

- règle l'organisation du service public judiciaire,
- pourvoir au recrutement et à la formation du personnel-magistrat et fonctionnaire des services judiciaires et du ministère de la justice.
- assure l'emploi et la gestion de ces personnels,
- réglemente et contrôle l'activité des professions judiciaires qui collaborent directement à l'exercice des fonctions juridictionnelles.

Art. 7 — La direction des affaires civiles, pénales et du sceau :

- suit les affaires en instance devant les juridictions non répressives, oriente éventuellement en ce domaine les réquisitions du ministère public
- suit et oriente l'activité du ministère public en ce qui concerne les poursuites devant les juridictions répressives,
- instruit les recours en grâce ou en amnistie, les demandes de libération conditionnelle et suit la procédure de réhabilitation.
- exerce les attributions dévolues au ministère de la justice en matière de sceau.

Art. 8 — La direction de la législation et des études :

- conduit des études et concours avec les autres directions à l'élaboration de la législation et de la codification,
- s'occupe de la nationalité,
- est chargée de la constitution, de la conservation et de l'exploitation des collections des textes officiels, périodiques et ouvrages nécessaires au ministère.

Art. 9 — L'inspecteur général des services judiciaires, nommé par décret sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

- exerce des attributions d'inspection sur l'ensemble des organismes relevant du ministre de la justice,
- soumet au ministre de la justice les objectifs et les programmes généraux des missions d'inspection;
- coordonne les inspections des chefs de cour et centralise les rapports d'inspection,
- dispose d'un secrétariat de missions d'inspection.

Art. 10 — Un arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice fixera l'organisation interne de l'administration centrale et de l'inspection générale des services judiciaires et précisera la répartition et les conditions d'exercice des attributions définies ci-dessus.

Art. 11 — Sont abrogés :

- les articles 3 et 4 du décret n° 63-79 du 6 juillet 1963 relatifs à l'organisation du ministère de la justice.
- le décret n° 74-92 du 13 mai 1974 portant création et organisation d'un secrétariat général au ministère de la justice, de la fonction publique et du travail.

Art. 12. — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 21 août 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

**GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE****CABINET DU MINISTRE**

Directeur du Cabinet

Attachés

Conseillers

Secrétariat particulier

Bureau du courrier

Administration Centrale

Inspection Générale  
des Services Judiciaires

Secrétaire Général

Direction des Services  
JudiciairesDirection des Affaires  
Civiles, Pénales et du SceauDirection de la Législation  
et des Etudes

**DECRET No 78-93 du 24 août 1978 portant nomination.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 78-11 fixant la composition du gouvernement ;

Sur proposition du ministre des mines, de l'énergie et des travaux publics ;

Le conseil des ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier — M. Sognonvi Kokou Amagbégnon, ingénieur des travaux publics de 3e classe 4e échelon, est nommé directeur général de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET), en remplacement de M. Dodji Gibidar, remis à la disposition du ministre des mines, de l'énergie et des travaux publics.

Art. 2. — Le ministre des mines, de l'énergie et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

Lomé, le 24 août 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

**ARRETES ET DECISIONS****MINISTERE DES FINANCES  
ET DE L'ECONOMIE****Autorisations de paiement**

Décision n° 1010-MFE-FCE du 21/8/78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'UNESCO, de la somme de quatre millions huit cent vingt quatre mille quatre cents (4.824.080) francs CFA, représentant le montant du solde débiteur de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte UNESCO (n° 0330-1-5-770.002-4) société générale — agence AG, bureau F.B, 45, avenue Kleber 75.016 Paris (France).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 1020-MFE-FCS du 23/8/78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (IAMSEA), de la somme de trois millions cent quatre vingt onze mille trois cent quatre vingt quatre (3.191.384) francs CFA, représentant le montant de la contribution au titre des années :

1976-1977	1.368.584
1977-1978	1.822.800

3.191.384

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 442.012 ouvert auprès de la Banque Nationale de Kigali (Rwanda).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1021-MFE-FCS du 23/8/78 — Il est autorisé le paiement au profit du bureau international de l'Union Postale Universelle (U.P.U.), de la somme de un million huit cent sept mille cent dix (1.807.110) francs CFA, soit 12.907,93 francs suisses, représentant le montant de la contribution du Togo au titre des années :

1977	11.580 francs suisses
1975 et 1976 (soldes et intérêts)	1.328,93 francs suisses

12.907,93 francs suisses.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 1911 ouvert auprès de la Banque Populaire Suisse à Berne au nom de l'UPU.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 1 — a.

Décision n° 1022-MFE-FCS du 23/8/78 — Il est autorisé le paiement au profit du G.A.T.T., de la somme de cinq millions neuf cent trente deux mille cent vingt cinq (5.932.125) francs CFA, soit 47.457,20 francs suisses, représentant le montant de la contribution du Togo au titre des années :

1978	45.400 francs suisses
1976 (Solde contribution)	2.057,20 francs suisses

47.547,20 francs suisses

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire « Société de Banque Suisse — 1211 Genève 11 (Suisse) » pour le compte de l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (G.A.T.T.)

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 1 — a.

Décision n° 1023-MFE-FCS du 23-8-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FOA), de la somme de deux millions quatre cent quatre vingt dix mille quatre cent quatre vingts (2.490.480) francs CFA, soit l'équivalent de 10.377 dollars E.U., représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire FAO/UN General Account — The Chase Manhattan Bank N.A. 1, Chase Manhattan Plaza New York, N.Y. 10015 — USA.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 1 — a.

Décision n° 1024-MFE-FCS du 23/8/78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'agence de coopération culturelle et technique (AgeCoop), de la somme de six millions deux cent soixante un mille quatre cent quarante huit (6.261.448) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 35.160.001 U/ ouvert auprès de la BIAO, 9, Avenue de Messine 75.008 Paris (France) au nom de « l'AgeeCoop ».

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, art. 3, paragraphe 2.

Décision n° 1025-MFE-FCS du 23/8/78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), de la somme de deux millions huit cent soixante douze mille huit cents (2.872.800) francs CFA, soit l'équivalent de 21.280 francs Suisses, représentant le montant de la contribution du Togo au titre des années :

Union de Paris : 1975 (solde)	2.909,70 f suisses	
1977 cont. norm.	8.737	—
1978 cont. norm.	1.778	—
Union de Berne : 1977 cont. norm.	6.482	—
1978 cont. norm.	1.374	—
	21.280,70	

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire ouvert auprès du crédit suisse à Genève (Suisse).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1026-MFE-FCS du 23/8/78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'agence de coopération culturelle et technique (AGECOOP), de la somme de dix millions (10.000.000) de francs CFA soit 200.000 FF représentant le montant de la participation du Togo au « Programme Spécial », au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 09 005 014-B.N.P., agence Place Rio de Janeiro — 75008-Paris (France) au nom de l'AgeCoop.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

#### Allocations scolaires

Décision n° 1028-MFE-MENRS du 23/8/78 — Une allocation scolaire de (15.000.000) quinze millions de francs est accordée à l'école normale supérieure d'Atakpamé pour servir de frais de participation de l'Etat aux frais de nourriture des étudiants boursiers au titre de l'année scolaire 1978-79 du 1er octobre 1978 au 30 septembre 1979 soit (12) douze mois.

Le montant de cette allocation sera mandaté et versé par les soins du service des finances du Togo au compte du trésor n° 54 ouvert dans les écritures du trésorier payeur au profit de l'école normale supérieure d'Atakpamé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 47, article 1, paragraphe 8-d.

#### Nominations

Arrêté n° 326-MFE du 18/8/78 — M. YELE Danaw, directeur général adjoint de l'office togolais des phosphates, est nommé chef de la délégation de l'office togolais des phosphates à Paris.

Est et demeure rapporté l'arrêté n° 015 MFE/SC du 5 février 1974.

Arrêté n° 330-MFE-SG du 25/8/78 — Le lieutenant Sogoyou Bléza est nommé chef du service du matériel et du transit.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au budget général, chapitre 10, article 4.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature et annule toutes dispositions antérieures contraires.

### MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

#### Nomination

Décision n° 148/MCT du 8/8/78 — M. Mathey Maté, administrateur civil, en service à la direction de la marine marchande, est nommé chef de la division administrative et chef du personnel à la direction de la météorologie nationale.

La présente décision prend effet à partir de la date de sa signature.

### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

#### Admissions

Arrêté n° 743-MTFP du 24/7/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 604/MJFPT du 26 mai 1976 portant nomination de M. Sonhaye Antchoko.

M. Sonhaye Antchoko, titulaire du diplôme d'études supérieures des techniques d'outre-mer (DESTOM) de l'institut supérieur d'outre-mer de Havre (France) est, en attendant la parution du statut particulier du corps des fonctionnaires du ministère du plan, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4 du budget général).

M. Sonhaye est élevé au 2ème échelon de sa catégorie pour compter du 10 novembre 1977.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 745-MTFP du 24-7-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 310-MJFPT du 28 mars 1978 portant nomination d'instituteurs-adjoints en ce qui concerne M. Chebori Ma-Fangha.

Arrêté n° 749-MTFP du 24/7/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 77/MJFPT du 22 janvier 1976 portant nomination.



M. Teiko Foli (John), ex-ingénieur des travaux (technical superintendent) de la radiodiffusion du Ghana, est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité d'ingénieur des travaux 1er échelon (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 7 du budget général) pour compter du 15 mars 1976.

Une bonification d'ancienneté de 1a 5m 8j lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis à la radiodiffusion du Ghana du 11 janvier 1974 au 8 mars 1976 inclus conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Teiko est reprise comme suit :

15-3-76 — ingénieur des travaux 1er échelon + 1a 5m 8j bonification

7-10-76 — ingénieur des travaux 2è échelon (bonification épuisée)

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 750-MTFP du 24-7-78 — M. Baniba Atoko Kwami Attisso, titulaire du certificat d'enseignant spécialiste de l'université de Cape-Coast (République du Ghana), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3è classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 751-MTFP du 24-7-78 — M. Konadu Yébua Kossi, titulaire du general certificate of education (ordinary level), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3è classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 752-MTFP du 24-7-78 — M. Degboe Mensa Yawo, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série technique G3), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2è classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 8, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 753-MTFP du 24-7-78 — M. Agbodjan Prince Akovi Kotoè, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme universitaire d'études littéraires (D.U.E.L.II), est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de journaliste de 2è classe 2è échelon stagiaire (catégorie B-indice 850) et mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 757-MTFP du 2-8-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 362-MTFP du 10 avril 1978 portant nomination.

Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme d'ingénieur des sciences appliquées (spécialité élevage) de l'institut polytechnique rural de Katibougou (République du Mali), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs d'élevage de 2è classe 2è échelon stagiaires (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 15 du budget général) pour compter du 3 janvier 1978 :

Amegandjen Kodjovi

Dekpo Kossi.

Arrêté n° 758-MTFP du 2-8-78 — M. Tse Yao Gagno, titulaire du diplôme de professeur spécialisé de l'université de Cape-Coast, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3è classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 763-MTFP du 4-8-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 314-MTFP du 28 mars 1978 portant nomination d'instituteurs-adjoints en ce qui concerne M. Akakpo Koffi Atidéou.

M. Akakpo Koffi Atidéou, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP-session de 1976) et admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires (session du 26 août 1977), est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3è classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 mois 15 jours lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement privé catholique d'Atakpamé du



1er janvier 1977 au 24 octobre 1977, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 764/MTFP du 4-8-78 — M. Awoumé Komivi qui a suivi des cours de mécanographie polyvalente aux cours commerciaux et de mécanographie Courty de Bordeaux et des cours de JCL OS et de manipulation du pupitre au service informatique de la société de produits alimentaires et diététiques de Courbevoie (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'aide-opérateur mécanographe de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 6 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 a 1 m 15 j lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis à la société des produits alimentaires et diététiques de Courbevoie du 1er avril 1970 au 8 juin 1975, à la société T. I. Gest intérim du 9 juin 1975 au 31 octobre 1975 et au bureau européen du personnel informatique du 1er juin 1976 au 10 janvier 1977 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Awoumé est reprise comme suit :

Aide-opérateur mécanographe de 2e classe 1er échelon + 4 a 1 m 15 j bonification

Aide-opérateur mécanographe de 2e classe 2e échelon + 2 a 1 m 15 j bonification

Aide-opérateur mécanographe de 2e classe 3e échelon + 1 m 15 j bonification

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 767/MTFP du 8-8-78 — Est et demeure rapportée la décision n° 1274/MFP portant engagement de M. Soncy Afanu (Célestin).

M. Soncy Afanu (Célestin), titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.) — session de 1971, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 9 mois 20 jours est accordée à M. Soncy pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique du 1er janvier 1972 au 16 septembre 1974 inclus en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

25-9-74 — instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon + 1 a 9 m 20 j bonification

5-12-74 — instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

5-12-76 — instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 768/MTFP du 8-8-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 19/MJ/FP/T du 6 janvier 1978 portant nomination.

M. Komlan Kadza Kwami, titulaire du diplôme de conception en radio-électricité « maîtrise en sciences » de l'institut polytechnique d'Odessa (URSS), est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité d'ingénieur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 769/MTFP du 8-8-78 — M. Atassime Tia, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 770/MTFP du 8-8-78 — M. Amegee Kommi Séménou, titulaire du brevet d'études du premier cycle de l'enseignement du premier degré (B.E.P.C.) et du probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (Série G2), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre du développement rural chapitre 20, article 18 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 771/MTFP du 8-8-78 — M. Ketcheya Bèkèï, employé de bureau permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qu'il a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de

2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 773/MTFP du 11-8-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 598/MTFP du 28 juin 1978 portant nomination d'instituteurs en ce qui concerne M. Venyo Yawokuma.

M. Venyo Yawokuma, titulaire du teacher's certificate «A», est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis du 1er janvier 1966 au 31 août 1977 dans l'enseignement privé catholique du Ghana, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

instituteur de 2e classe 1er échelon + bonification de 6 ans

instituteur de 2e classe 2e échelon + bonification de 4 ans

instituteur de 2e classe 3e échelon + bonification de 2 ans

instituteur de 2e classe 4e échelon — (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 774/MTFP du 11-8-78 — Les candidats ci-après désignés, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3e classe 2e échelon stagiaires (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique dans les conditions suivantes (budget autonome de l'université du Bénin) :

Koulekey Kodjo : baccalauréat ès sciences appliquées et maîtrise ès sciences de l'université Laval de Québec (Canada) ;

Kpobie Tcha : licencié ès lettres (section histoire), maîtrise ès lettres de l'université de Nancy II et diplôme d'études approfondies (histoire des sociétés de l'Afrique Noire) de l'université de Paris I.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 775/MTFP du 11-8-78 — M. Gbedey Kodjo Anoumou Vogombia, employé de bureau permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition de l'inspecteur général d'Etat (chapitre 6, article 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 776/MTFP du 11-8-78 — M. Gbikpi Dotsé Jiaggé, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 777/MTFP du 11-8-78 — Mme Assogba Podie Ayawovi, née Guinhoya, titulaire du diplôme de maîtrise d'allemand, est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire, (catégorie A1 — indice 1300) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20, paragraphe 20 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 778-MTFP du 11-8-78 — Mlle Guinhoya Tobolo Adzowa, titulaire du diplôme d'aide-médecin (d'assistante médicale) de l'école médicale de Leningrad (URSS), est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'agent technique de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 779-MTFP du 11-8-78 — Les candidats ci-après désignés, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général) :

**institutrice de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire**  
**catégorie B - indice 750)**

Kao Kezie Badawou, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré.

**instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires**  
**(catégorie C - indice 550)**

Kao Kanda Abalo, titulaire du probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré.

Arateme Anoussa Achiachana, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 780-MTFP du 11-8-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 352-MJFPT du 25 avril 1977 portant nomination.

M. Fare Kpandja, titulaire du baccalauréat sciences appliquées (génie civil) de l'Université de Laval (Canada), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1450) et mis à la disposition du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 36, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 781-MTFP du 11-8-78 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

**instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire**  
**(catégorie B - indice 750)**

Kpante-Najong Bitembe, titulaire du general certificate of education (advanced level)

**instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire**  
**(catégorie C — indice 550)**

Mensah Ayité Mawussé, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (B.E.P.C.).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 782-MTFP du 14-8-78 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général) :

**A) Candidats diplômés : agents techniques de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B — indice 750)**

— **Section : infirmiers/infirmières**

Zabindelnaba Sougourou	Bagna Sanda Kossi
N'Tcha N'Poh	Aboda Kossi Kuma
Lawson Dosseh Latékoko	Adja Monoga Tchédie
Awi Komi Patcharoh	Palanga Manani
Agbemedede Nkwhuame	Bamazi Yao Palakimwé
Badassan Ana Agnidouféi	Ettou Sessi Kodjovi
Abli Naka Biniwé	Koffi Eklou Vienneahoe
N'Gouto Balakiyém Biriziwé	Amah Lalatom
Tchedre Nikabou	Assoti Boyodi Essohanam
Midodji Akouavi	Adika Koffi
Enaku Koffi Elike	Messan Ayayi
Gani Akwi Mawudema	Taffa Bouraima
Tchakoura Issa-Wavana	Amoussouvi Akakpovi
Yaofe Kossi	

— **Section : laborantins/laborantines**

Doguina Mamana	Agba Kézié Pédemamlolow
Lissi-Koffi Kodjo Mawouko	Awaté Wéla
Lawson K. A. A. Dekawole	Napo Kodjo
Amegah-Wovoe Yao Hé-médé	Sagba Kodzo Dodji
Alou Pallabendu Kagnao	Kao Yawa
Abalo Abila Sika	Konzawo K. B. Bozy-Gnady
Labodja Tchapo	Palanga L. Edjamféitom
Bapo Ayi Mawuena	Adalapé Koku
Fussesse Koku	Agboli Koffi
Ephoévi-Ga Fofa Dédé	Lidaou Komlan
Aklamanu K. B. Evenyo	Badjaliwa Kitimbo Sim
Napporn Kanlé Ejronu	Ankou Kokou
Agnoh Kodjo	Akouegnon M. Kouassivi
	Patawana Kpatcha.

— **Section : assistants/assistantes d'hygiène**

Gbeke Djogbé Esséinan	Davon Comlanvi
Kolou Kadoko Abalo	Akakpo Yao Médjidon
Tegba Yao	Koudaya Kokou Hova
Agounke Afi S. Atsaen	Amana Komi Yooudéma
Kissi K. K. Zianyanuame	Katamou Pitiabalo
Agbefu Adzovi Holali	Moussa Allassani
Kumana Mèlan'ni	Wukanya M. Yawo
Samaty Tchaké	Kansiwer K. Mawéna
Gniyou Alassa	Dahey K. Elikplim
Dogbe K. Akouété	Bakobasso Bagnanga
Tchalim-Agbada Nô	Folly Kodzo Agbenya
Assagba Kodzo Dzigbodi	Akodédjro Tohoédé
Nabede Yao	Alou M. Monzolim.
Togbe Aziatoga	

**B) Candidats non diplômés : infirmiers/infirmières d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaires (catégories C — indice 600) :**

Hegbo Séléte K. Vidaho	Akakpa Agbegan
Assion A. Gagnon	N'Gassibou P. Pazimazoué
Akoésihou A. Biova	Mawoussi Tchongui
Seko Ankou	Tohoundjona K. Vigninou.
Atiogbe Yaovi	

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 798-MTFP du 16-8-78 — Mlle Ayeboua Ayélé, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 6, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 744-MTFP du 24-7-78 — M. Bédjona Kossi Mabisinèwè (Christian), professeur technique de 2e classe 2e échelon (indice 1250) du corps des fonctionnaires de l'enseignement qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle en république fédérale d'Allemagne, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur d'enseignement technique de 3e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1300) pour compter du 5 novembre 1977 (AC : 1 an 1 mois 4 jours) et conserve son affectation actuelle (budget autonome du port de Lomé).

Arrêté n° 759-MTFP du 2-8-78 — M. Sebabe Lakassi-Kaza (Jean Michel), secrétaire d'administration de 2e classe 3e échelon (indice 950), titulaire du diplôme d'études techniques de l'école nationale des douanes de Neuilly (France), est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans le corps du personnel des douanes en qualité d'inspecteur de 2e classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1100) pour compter du 7 avril 1978.

M. Akpah Assiongbon (Mathieu), contrôleur de 2e classe 3e échelon (indice 950), titulaire du diplôme d'études techniques de l'école nationale des douanes de Neuilly (France) du corps des fonctionnaires des douanes, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur de 2e classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1100) pour compter du 7 avril 1978.

M. Tcha Pékété (Florent), attaché d'administration de 2e classe 1er échelon (indice 1100) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme d'études techniques de l'école des douanes de Neuilly (France), est rayé dudit cadre et intégré dans le corps du personnel des douanes en qualité d'inspecteur de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1200) pour compter du 1er avril 1978 — A.C. 1 m. Les intéressés restent mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général).

Arrêté n° 766-MTFP du 8-8-78 — M. Amegah Kokou Adjokou (Prosper), agent technique de 2e classe 3e échelon (indice 650) du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme de chargé de production télévisée, option prise de son de l'institut na-

tional de l'audiovisuel-Bry-sur-Marne (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 1er mai 1978 et reste mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 5 du budget général).

Arrêté n° 783-MTFP du 16-8-78 — M. Kondo Kossi, infirmier d'Etat de 2e classe 2e échelon (indice 600) du corps du personnel médical et technique de la santé publique, diplômé de l'école nationale des auxiliaires médicaux (option laboratoire), est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'agent technique de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) et conserve son affectation actuelle (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er août 1976.

Arrêté n° 800-MTFP du 18-8-78 — M. Miziyawa Sadissou, adjoint administratif de 2e classe 4e échelon (indice 700) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'école des hautes études en sciences sociales de Paris, est intégré dans le corps des attachés d'administration en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) pour compter du 25 octobre 1976 (chapitre 22, article 13 du budget général).

### Titularisations

Arrêté n° 765-MTFP du 8-8-78 — Les professeurs des CEG de 3e classe 1er échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG) — session de 1976, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1er janvier 1977 :

Ladeh-Ahlidza Koffi Lolonyo (Alfred)  
Ayivi Ahiagbenyo Kwami (Emmanuel)  
Ajavon Ayayi Viviti Maliagba (Rolland).

La situation administrative des intéressés est régularisée comme suit :

### Cadre des instituteurs (cat. B)

- 29. 8.75 — Ladeh-Ahlidza Koffi Lolonyo, instituteur de 1re classe 1er échelon (indice 1150)
- 29. 8.75 — Ayivi Ahiagbenyo Kwami (Emmanuel) instituteur de 1re classe 1er échelon (ind. 1150)
- 1.10.75 — Ajavon Ayayi Viviti Maliagba (Rolland), instit. de 2e classe 4e échelon (indice 1050)

**Cadre des professeurs des CEG (cat. A2)**

Ladeh-Ahlidza Koffi Lolonyo (Alfred)

Ayivi Ahiagbenyo Kwami. (Emmanuel)

1.1.77 — professeurs des CEG de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (indice 1200) + AC. 1a 4m 2 jrs29.8.77 — professeurs des CEG de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon AC. néant

Ajavon Ayayi Viviti Maliagba (Rolland)

1. 1.77 — professeur des CEG de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 1100) + AC. 1 an 3 mois1.10.77 — professeur des CEG de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon AC. néant.

Arrêté n° 785-MTFP du 16-8-78 — M. de Souza Akpéné Ayawovi, professeur des CEG de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG)-session de 1975, est titularisé dans son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976.

La situation administrative de M. de Souza est régularisée comme suit :

**Cadre des instituteurs (cat. B)**26.6.75 - instituteur de 2<sup>e</sup> cl. 4<sup>e</sup> échelon (indice 1050)**Cadre des professeurs des CEG (cat. A2)**1.1.76 — professeur des CEG de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> éch. (indice 1100) AC. 6m 5jrs26.6.77 — professeur des CEG de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> éch. (AC. néant).

Arrêté n° 786-MTFP du 16-8-78 — Les professeurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires ci-dessous désignés du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG) - session de 1975, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes :

**Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976 (AC. 3m 22 jrs)**

Attisso Améwou Togbé Akovi

**Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976 (AC. 3m 19 jrs)**

Assem Yao Eli.

Les intéressés sont élevés au 2<sup>e</sup> échelon de leur grade pour compter des dates ci-après :

8.9.77 — Attisso Améwou Togbé Akovi, prof. des CEG, de 3<sup>e</sup> cl. 1<sup>er</sup> éch. (AC. néant)11.9.77 — Assem Yao Eli, prof. des CEG, de 3<sup>e</sup> cl. 1<sup>er</sup> éch. (AC. néant)

Arrêté n° 787-MTFP du 16-8-78 — Mlle Gayibor Adévi Edjona, professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admise à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général, série (CAP-CEG), session de 1975, est titularisée dans son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976 et conserve une ancienneté de 3 mois 15 jours.

Mlle Gayibor est élevée au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 15 septembre 1977 (AC. néant).

Arrêté n° 788-MTFP du 16-8-78 — Mme Méatchi Assana, professeur des collèges d'enseignement général de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admise à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG) - session de 1975, est titularisée dans son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976 (AC. 3 mois 20 jours).

Mme Méatchi est élevée au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 11 septembre 1977 (AC. néant).

**Radiation**

Arrêté n° 754-MTFP du 24-7-78 — Mlle Bao Kèn-ma, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au trésor, est rayée des effectifs de la fonction publique.

L'intéressée peut prétendre au remboursement des retenues opérées sur sa solde au titre de la pension.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> août 1978.

**Licenciement**

Arrêté n° 772-MTFP du 10-8-78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Takoudi Bilimbiyou, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire, en service au collège Chaminade de Lama-Kara l'arrêté n° 493-MTFP du 29 mai 1978 portant licenciement.

**Retraite**

Arrêté n° 746-MTFP du 24-7-78 — M. Bahun Adjété Mawusi, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, en service à Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1979, en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> alinéas de l'ordonnance n° 68-12 du 1<sup>er</sup> avril 1968.



# MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## Nominations

Arrêté n° 45-MENRS du 17-8-78 — M. Sodji Sanvi, professeur en service au lycée de Zébévi à Aného, est nommé censeur du lycée d'Atakpamé.

M. Dogbé Messan Ayao, professeur en service au lycée de Sokodé est nommé censeur du lycée d'Aného.

M. Panou Kouassi Mawuena, professeur en service au collège protestant de Lomé, est nommé censeur au lycée de Vogon.

M. Kponton Quam, professeur en service au lycée de Kpodzi, est nommé censeur dudit établissement.

M. Oureya Molla Mizimata, professeur en service au lycée de Lama-Kara, est nommé censeur dudit établissement.

M. Kpiagou Kolani, professeur en service au lycée de Bassar, est nommé censeur du lycée de Pya.

M. Agbodji Adadé Nemo, professeur en service au lycée de Niamtougou, est nommé censeur dudit établissement.

M. Koumou Kétévi, professeur en service au lycée de Lama-Kara, est nommé censeur du lycée technique de Sokodé.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 44-MENRS du 17-8-78 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Djeguema Koffi, Alazi Gbandi, Noukafou Kuami, Péré Dahuku, Dotsevi Mawussi, Kpadenou Kodjovi, les arrêtés n° 29-MEN du 20 juillet 1976, n° 3-MENRS du 17 février 1977 et n° 37-MENRS du 8 août 1977 portant nomination de censeurs.

M. Djeguema Koffi est nommé proviseur du lycée de Mango.

M. Alazi Gbandi est nommé proviseur du lycée de Badou.

M. Noukafou Kuami est nommé proviseur du lycée d'Amlamé.

M. Péré Dahuku est nommé proviseur du lycée de Pya.

M. Dotsevi Mawussi est nommé proviseur du lycée de Lama-Kara.

M. Kpadenou Kodjovi est nommé proviseur du lycée d'Aklakou.

M. Foadé Akoli est nommé proviseur du lycée de Gbégnédjikopé.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 46-MEN-RS du 18-8-78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Sodji Savi, l'arrêté n° 45-MENRS du 17 août 1978 portant nomination de censeurs.

## Rectificatifs et additif

**RECTIFICATIFS et ADDITIF du 18-8-78 à l'arrêté n° 44-MENRS en date du 17 août 1978 portant nomination.**

### Au lieu de :

Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Djeguema Koffi, Alazi Gbandi, Noukafou Kuami, Péré Dahuku, Dotsevi Mawussi, Kpadenou Kodjovi, les arrêtés n° 29-MEN du 20 juillet 1976, n° 3-MENRS du 17 février 1977 et n° 37-MENRS du 8 août 1977 portant nomination.

### Lire :

Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Djeguema Koffi, Alazi Gbandi, Péré Dahuku, Dotsevi Mawussi, Kpadenou Kodjovi, les arrêtés n° 29-MEN du 20 juillet 1976 et n° 37-MENRS du 8 août 1977 portant nomination de censeurs.

### Après :

M. Péré Dahuku est nommé proviseur du lycée de Pya.

### Lire :

M. Dotsevi Mawussi est nommé proviseur du lycée d'Amlamé.

### Après :

M. Foadé Akoli est nommé proviseur du lycée de Gbégnédjikopé.

### Ajouter :

M. Tabo Kodjo Abalo est nommé proviseur du lycée de Lama-Kara.

Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF du 18-8-78 à l'arrêté n° 45/MENRS du 17 août 1978 portant nomination.**

### Au lieu de :

M. Kponton Quam, professeur en service au lycée de Kpodzi, est nommé censeur dudit établissement.

### Lire :

M. Kponton Quam, professeur en service au lycée de Kpodzi, est nommé censeur du lycée d'Atakpamé.

Le reste sans changement.

**MINISTERE DU PLAN,  
DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE**

**Autorisations de virement**

Décision n° 118-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 24-8-78  
— Est autorisé le virement au profit du directeur général de l'agence d'équipement des terrains urbains (AGETU) à Lomé, à son compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo sous le n° 031, de la somme de cinq cent soixante quinze mille quatre cent quatre vingt (575.480) francs cfa représentant le versement du reliquat des crédits d'installation de l'agence d'équipement des terrains urbains.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre II, chapitre 8, article 2, paragraphe 1, rubrique b (cf n° 51/78 du 23 mai 78).

Décision n° 124-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 24-8-78  
— Est autorisé le virement en faveur de M. G. L. Barsouna, commerçant à son compte ouvert à Baltex Lomé sous le n° 20.192, de la somme de quarante millions (40.000.000) de francs cfa destinée à l'achat d'un groupe électro avec accessoires et la fourniture de climatiseurs pour la résidence présidentielle à Elavagnon (Est-Mono).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre II, chapitre 10, article 1, paragraphe 1, rubrique a (cf n° 150/78 du 8 août 1978).

Décision n° 125-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 25-8-78  
— Est autorisé le virement au profit de la société platiagricole Togo SA à Lomé à son compte ouvert à la caisse nationale de crédit agricole à Lomé sous le n° 425, de la somme de trente millions (30.000.000) de francs cfa représentant le versement de la contribution togolaise à l'augmentation du capital de ladite société.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a (cf n° 163/78 du 21-8-78).

Décision n° 126-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 25-8-78  
— Est autorisé le virement au profit de l'ambassade de Chine au Togo à son compte ouvert à l'U. T. B. sous le n° 30.239 à Lomé, de la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs cfa représentant l'avance allouée pour la participation à la coopération sino-togolaise compte spécial de fonctionnement (dépenses locales).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a.

**MINISTERE DE LA JEUNESSE,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS**

**Nomination**

Arrêté n° 24-MJSC-CAB du 10-8-78 — Les professeurs d'éducation physique et sportive et les conseillers sportifs dont les noms suivent sont nommés dans les fonctions d'inspecteur régional de la jeunesse, des sports et de la culture :

- Bodjollé Alabam, professeur EPS
- Yakpo Ossobè, professeur EPS
- Afodognadji Koffi, conseiller sportif
- Boukari Assoumanou, conseiller sportif
- N'Biyoun Essowe, conseiller sportif
- Hounssinou Tassimé, conseiller sportif.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

**DIVERS**

**MINISTERE DES FINANCES  
ET DE L'ECONOMIE**

**Concession de pensions de retraite,  
de veuve et d'orphelin**

Arrêté n° 315-MFE-CR du 9-8-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

- Mme veuve Kuegah Latré Domèto (née Lawson Body)
- « Kuegah Akossiwa (née Logo)
  - « Kuegah Adoko (née Adouayi)
  - « Kuegah Kafui Kokoè (née d'Almeida),

épouses de M. Kuegah Kangni (Ambroise), ingénieur adjoint de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'agriculture du Togo (indice 1.350, pourcentage 67%) en retraite décédé le 25 février 1976, une pension de veuve au taux annuel :

**Pour Mme veuve Kuegah Latré Domèto (née Lawson Body)**

de soixante quatre mille deux cent cinquante deux (64.252) francs pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1976 et de soixante treize mille huit cent quatre vingt douze (73.892) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Pour Mme veuve Kuegah Akossiwa (née Logo)

- « Kuegah Adoko (née Adouayi)
- « Kuegah K. Kafui (née d'Almeida)

de soixante treize mille huit cent quatre vingt douze (73.892) francs pour compter du 26 janvier 1977.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à :



Mme veuve Kuegah Akossiwa (née Logo), une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Kanlégan, née le 22 février 1943  
Kanko, née le 24 août 1944  
Adadé, né le 30 mars 1950  
Adakou, née le 21 janvier 1953  
Kayi, née le 12 août 1955  
Tètégan, né le 17 décembre 1958.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à dix huit mille quatre cent soixante seize (18.476) francs pour compter du 26 janvier 1977.

Mme veuve Kuegah Latró Domèto (née Lawson Body), une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants désignés ci-après :

Kanlé Féfélia, née le 23 septembre 1943  
Kanko, née le 23 novembre 1945  
Kayi, née le 27 décembre 1947  
Dovi, née le 19 juillet 1950  
Kankoégan, né le 11 mars 1953  
Adakou, née le 21 mars 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à seize mille soixante quatre (16.064) francs pour compter du 1er mars 1976 et à dix huit mille quatre cent soixante seize (18.476) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Mme veuve Kuegah Kafui Kokoè (née d'Almeida), une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants désignés ci-après :

Kankoué, né le 28 octobre 1954  
Kanlé, née le 28 août 1956  
Adadé, né le 15 janvier 1961.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à sept mille trois cent quatre vingt douze (7.392) francs pour compter du 26 janvier 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à cinquante neuf mille cent douze (59.112) francs l'an pour compter du 26 janvier 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Adakou, née le 21 mars 1956  
Kanlé, née le 28 août 1956  
Kanko, née le 11 décembre 1956  
Dovi, né le 14 octobre 1958  
Tètégan, né le 17 décembre 1958  
Tètè, né le 3 mai 1960  
Adadé, né le 15 janvier 1961  
Botchoé, née le 29 mai 1961  
Assiongboko, née le 8 septembre 1966  
Kankoé, né le 25 mars 1968  
Tètè, né le 6 décembre 1969.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Kouegan Chouchouda Dossè Fogan, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 316-MFE-CR du 9-8-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Soumbey Alley Ayoko (née Amekudji), épouse de M. Soumbey Alley Bagana Ahonè, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1050, pourcentage 64%) en retraite décédé le 27 avril 1978, une pension de veuve au taux annuel de deux cent dix neuf mille cinq cent quatre vingt quatre (219.584) francs pour compter du 1er mai 1978.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Soumbey Alley Ayoko (née Amekudji), une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Kossiwa Ntifa, née le 29 octobre 1950  
Edoh Miyawou, né le 10 janvier 1955  
Komlan Mawuli, né le 19 mars 1957  
Adzowa Edeblibo, née le 2 janvier 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente deux mille neuf cent quarante (32.940) francs pour compter du 1er mai 1978.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quarante trois mille neuf cent seize (43.916) francs l'an pour compter du 1er mai 1978 à chacun des orphelins désignés ci-après :

Adzowa Edeblibo, née le 2 janvier 1961  
Mawududzi, né le 13 février 1964  
Kwasi Danesso, né le 2 janvier 1966  
Komlan Lolôvi, né le 28 mai 1968  
Tofia Koffi, né le 22 mai 1970.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de Mme Osseyi Ntifa (née Soumbey-Alley), administratrice des biens, chargée de leur tutelle.

Arrêté n° 317/MFE/CR du 9-8-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Lade Akouavi (née Afanu)  
Mme veuve Lade Avlessi Towassè (née Ayikoué),

épouses de M. Lade Ahlidza Etsè (Cléophas), infirmier en chef de 1re classe du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 792, pourcentage 64%) en retraite décédé le 24 janvier 1976, une pension de veuve au taux annuel de quatre vingt deux mille huit cent seize (82.816) francs pour compter du 22 février 1977.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à :

Mme veuve Lade Akouavi (née Afanu), une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Kokou, né le 9 août 1933  
 Ablavi, née le 11 février 1941  
 Adzowa, née le 21 juin 1943  
 Akossiwa, née le 3 novembre 1946  
 Kossi, né le 20 mai 1951  
 Yawa, née le 16 juin 1960.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à vingt mille sept cent quatre (20.704) francs pour compter du 22 février 1977.

Mme veuve Lade Avlessi Towassé (née Ayikoué), une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants désignés ci-après :

Lolonyo, né le 26 août 1938  
 Améyo, née le 17 mai 1941  
 Dziké, né le 9 septembre 1944.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à huit mille deux cent quatre vingt quatre (8.284) francs pour compter du 22 février 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente trois mille cent vingt huit (33.128) francs l'an pour compter du 22 février 1977 à l'orpheline Yawa, née le 16 juin 1960.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, l'émolument attribué ci-dessus sera versé entre les mains de M. Lade Komla Ametoesso Midawo, administrateur des biens et tuteur de l'orpheline mineure du de cujus.

Arrêté n° 318/MFE/CR du 9-8-78 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. de Medeiros Comlan (Carlos), médecin inspecteur de la classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique du Togo admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 66% des émoluments de base correspondant à l'indice 2800 pour compter du 1er janvier 1977.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixée à un million deux cent sept mille sept cent quatre (1.207.704) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. de Meideros Comlan (Carlos), pour compter du 1er janvier 1977 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa nouvelle pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4è rang) ci-après désignés :

Françis, né le 26 mars 1949  
 Marie-Christine, née le 15 juillet 1950  
 Marie-Hélène, née le 26 janvier 1952  
 Charles Alfred, né le 26 septembre 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt et un mille cent cinquante six (181.156) francs pour compter du 1er janvier 1977.

M. de Medeiros Comlan (Carlos) pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1977, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Komlan, né le 3 août 1971.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 301/MFE/CR du 9 septembre 1977 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 323/MFE/CR du 16-8-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de six cent quatre vingt dix mille cent vingt (690.120) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Body (Benjamin), agent technique principal 3e échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 1650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Body (Benjamin) pour compter du 1er juillet 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5è rang) ci-après désignés :

Nadou, née le 3 juin 1950  
 Latévi, né le 1er septembre 1952  
 Kokovi, née le 19 août 1954  
 Nadou, né le 10 février 1955  
 Adakou, née le 7 février 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente huit mille vingt quatre (138.024) francs pour compter du 1er juillet 1978.

M. Lawson Body (Benjamin) pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6è au 10è rang) ci-après désignés :

Latévi, né le 7 mai 1959  
 Kayi, née le 22 décembre 1960  
 Nadou, né le 28 mars 1962  
 Boèvi, né le 15 août 1965  
 Latévi, né le 15 avril 1966.

Arrêté n° 324/MFE/CR du 16-8-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent sept mille sept cent quatre vingt huit (507.788) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adigo Koffi (Francis), contremaître principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adigo Koffi (Francis) pour compter du 1er juillet 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4è rang) ci-après désignés :

Améwanou, né le 30 octobre 1948  
 Akouavi, née le 21 juin 1950  
 Ayaovi, née le 22 juillet 1954  
 Ménalo, né le 26 juillet 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante seize mille cent soixante huit (76.168) francs pour compter du 1er juillet 1978.

M. Adigo Koffi (Francis) pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 9e rang) ci-après désignés :

Kossivi, né le 7 juin 1959  
 Messanvi, né le 29 mai 1961  
 Sidémého, né le 13 novembre 1963  
 Amessouwé, né le 19 avril 1969.

Arrêté n° 325/MFE/CR du 16-8-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent sept mille sept cent quatre vingt huit (507.788) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Attivi Foli Gogri, officier de police adjoint principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la police (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Attivi Foli Gogri pour compter du 1er juillet 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Ayéle, née le 2 août 1951  
 Ayélévi, née le 15 décembre 1951  
 Ayélé, née le 13 janvier 1953  
 Ekoué, né le 18 mars 1955  
 Ayoko, née le 15 juillet 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent un mille cinq cent soixante (101.560) francs pour compter du 1er juillet 1978.

M. Attivi Foli Gogri pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 11e rang) ci-après désignés :

Assiongbon, né le 19 décembre 1959  
 Ayoko, née le 2 juin 1963  
 Adama, né le 30 avril 1964  
 Kayi, née le 10 septembre 1964  
 Ekoué, né le 2 mars 1969  
 Assiongbonvi, né le 25 novembre 1970.

Arrêté n° 328/MFE/CR du 24-8-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de quatre cent quatre vingt trois mille six cent quatre (483.604) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Morin Koffi (Alphonse), chef station principal 3e échelon du corps du personnel des chemins de fer (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Morin Koffi (Alphonse) pour compter du 1er juillet 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Rose, née le 7 octobre 1947  
 Kafui, née le 22 novembre 1950  
 Kokou, né le 4 mars 1953  
 Akpé, née le 6 novembre 1955  
 Adjoavi, née le 18 mars 1957  
 Akossiba, née le 23 novembre 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt mille neuf cent quatre (120.904) francs.

M. Morin Koffi (Alphonse) pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 14e rang) ci-après désignés :

Kossi, né le 14 décembre 1958  
 Kossiwa, née le 7 août 1959  
 Akossiwa, née en 1962  
 Dodji, né le 23 février 1961  
 Koffivi, né en 1963  
 Ayawa, née le 23 novembre 1967  
 Akouavi, née le 7 juillet 1971  
 Ablavi, née le 26 avril 1973.

Arrêté n° 329/MFE/CR du 24-8-78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 58%) au montant annuel de cent quatre vingt neuf mille cinq cent vingt (189.520) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koumaga Banama, gardien de circonscription de 1re classe 6e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription (indice 500) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1978.

M. Koumaga Banama pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 16e rang) ci-après désignés :

Régtéta, née le 5 février 1960  
 Bamatena, née le 29 septembre 1961  
 Lamanga, née le 4 septembre 1962  
 Dissrama, née le 29 août 1963  
 Paloudédjim, née le 25 octobre 1964  
 Aklassim, né le 26 juillet 1965  
 Amouda, né le 21 décembre 1967  
 Titchougouna, né le 21 décembre 1967  
 Mahana, né le 13 novembre 1968  
 Tébodéga, née le 2 juin 1970  
 Banaba, né le 20 novembre 1970  
 Kabraissouka, née le 12 juin 1972  
 Gnassingbé, né le 13 janvier 1973  
 Médakéna, né le 27 décembre 1975  
 Balam, née le 11 mai 1976.

**Terrains domaniaux**

Arrêté n° 321-MFE-DOM du 16-8-78 — L'agence togolaise de distribution de pétrole (ATODIP) est autorisée à occuper temporairement les ex-stations service AGIP-TOGO installées sur les terrains domaniaux dans les localités ci-après :

Lomé-Route d'Atakpamé (Amoutivé) — 20 ares 00 centiares.

Notsè-Route d'Atakpamé (côté PTT) — 5 ares 52 centiares.

Bafilo-Route de Lama-Kara (côté PTT) — 5 ares 75 centiares.

Kantè-Ancienne route Mango (face SORAD) — 105,93 m2.

Mango-A côté du grand marché (au rond point) — 1 are 40 centiares.

Aného-Quartier Magnan (côté lagune) — 10 ares 00 centiares.

Les conditions d'occupation de ces terrains sont contenues dans le cahier des charges ci-annexé.

Les chefs de circonscription de Notsè, Bafilo, Kantè, Mango et Aného et le receveur des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 322-MFE-DOM du 16-8-78 — Il est affecté au ministère du développement rural (direction de TOGOFRUIT) une parcelle de terrain domaniale, sise à Lomé Nyékonakpoè, dépendant du titre foncier n° 433 de Lomé, d'une contenance de 60a. 39ca.

Le ministre du développement rural devra obtenir les autorisations réglementaires avant d'entreprendre les travaux.

Le receveur des domaines est chargé de l'application du présent arrêté.

Arrêté n° 327-MFE-DOM du 22-8-78 — Un permis d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain domaniale ayant une contenance de cinq cent cinquante huit mètres carrés (558 m2) sis à Atakpamé (angle rue de l'hôpital et route de Lomé), est accordé à M. Togbétsè Dago Elom, B.P. n° 67 à Atakpamé — (ancienne station-service AGIP).

Les conditions d'occupation de cette parcelle de terrain sont contenues dans le cahier des charges ci-annexé.

Le chef de la circonscription administrative d'Atakpamé et le receveur des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Rôles**

Arrêté n° 331-MFE-AI du 28-8-78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

**BUDGET COMMUNAL**

25 Lomé Patentes .....	7.640.330	
Ca/patentes ....	1.530.023	
Licences .....	549.000	
Ca/Licences ....	109.800	
Taxe civique ....	124.500	
	<u>9.953.653</u>	9.953.653

**BUDGET GENERAL**

26 Lomé B.I.C. ....	23.169.740	
I.G.R. ....	25.740.187	
F.N.I. ....	1.856.219	
	<u>50.766.146</u>	50.766.146
		60.719.799

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de soixante millions sept cent dix neuf mille sept cent quatre vingt dix neuf francs est fixée au 7 août 1978.

Arrêté n° 332-MFE-AI du 28-8-78 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1978 ci-dessous :

**BUDGET GENERAL**

47 Lomé B.I.C. ....	26.700.223	
B.N.C. ....	8.772.609	
I.G.R. ....	38.426.384	
F.N.I. ....	2.520.016	
	<u>76.419.232</u>	76.419.232

**COMPTE HORS BUDGET 112-36**

Amendes de retard/IGR ..	2.431.565	
Amendes de retard/BNC ..	519.655	
Amendes de retard/IGN ..	2.104.417	
	<u>5.055.637</u>	5.055.637
		81.474.869

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de quatre vingt et un millions quatre cent soixante quatorze mille huit cent soixante neuf francs est fixée au 1er septembre 1978.

Arrêté n° 333-MFE-AI du 28-8-78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

## BUDGET GENERAL

48 Tsévié B.I.C. ....	371.027	
B.N.C. ....	73.750	
I.G.R. ....	135.620	
		580.397
49 Aného B.I.C. ....	1.927.413	
B.N.C. ....	60.000	
I.G.R. ....	2.662.636	
		4.650.049
50 Tabligbo B.I.C. ....	130.957	
I.G.R. ....	43.776	
		174.733
51 Vo B.I.C. ....	711.069	
B.N.C. ....	25.000	
I.G.R. ....	132.768	
F.N.I. ....	199.661	
		1.068.498
		6.473.677
		6.473.677

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de six millions quatre cent soixante treize mille six cent soixante dix sept francs est fixée au 4 septembre 1978.

Arrêté n° 334-MFE-AI du 28-8-78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

## BUDGET GENERAL

52 Sokodé B.I.C. (IMF) ....	973.117	
F.N.I. ....	81.055	
		1.054.172
53 Sotouboua B.I.C. (IMF) ....	77.602	
54 Bassar B.I.C. (IMF) ....	145.500	
55 Lama-Kara B.I.C. ....	353.466	
I.G.R. ....	317.976	
		671.442
56 Pagouda B.I.C. ....	61.250	
I.G.R. ....	63.184	
		124.434
57 Niamtougou B.I.C. ....	63.500	
I.G.R. ....	52.460	
		115.960
58 Kantè B.I.C. ....	37.500	
I.G.R. ....	25.648	
		63.148
59 Mango B.I.C. ....	47.500	
I.G.R. ....	47.608	
		95.108
60 Dapaon B.I.C. ....	262.250	
I.G.R. ....	156.528	
		416.778
		2.766.144
		2.766.144

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions sept cent soixante six mille cent quarante quatre francs est fixée au 4 septembre 1978.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE,  
DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA PROMOTION FEMINIME

Autorisation d'exploiter un laboratoire  
d'analyses médicales

Arrêté n° 23-MSPASPF du 8-8-78 — Il est autorisé l'ouverture d'un laboratoire d'analyses médicales dénommé institut de biologie appliquée sis à 7, rue Van-Lare à Lomé sous la responsabilité de M. Ayité Ekué, docteur en médecine.

Le responsable du laboratoire est tenu de résider dans un périmètre de 5 kilomètres au plus.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Ouverture d'un établissement d'enseignement  
privé laïc

Arrêté n° 47-MEN-RS du 21-8-78 — Mme Kombaté Abena Mork est autorisée à ouvrir à Tokoin Adéhoui à Lomé, pour une période d'essai de trois ans, un établissement d'enseignement général des deuxième et troisième degrés dénommé « Ecole Nouvelle Internationale du Togo » (ENIT).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Admission

Arrêté n° 42-MEN-RS du 3-8-78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Mawuna Dzogbenyui l'arrêté n° 32-MEN-RS du 4 août 1977 portant admission définitive de professeurs stagiaires à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général.

M. Mawuna Dzogbenyui est déclaré définitivement admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général, session de 1975.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1976.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****LISTE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS  
AGREES AU TOGO***(Mise à jour du 1er juillet 1978)*

Dénomination et sigle	Numéro d'agrément
Société Togolaise de Crédit Automobile ..... « STOCA »	EF1
Taw International Leasing ..... « TAW »	EF2
Caisse d'Epargne du Togo ..... « CET »	EF3

Lomé, le 7 septembre 1978

*Le directeur national,*

K. KLOUSSEH

**LISTES DES BANQUES AGREEES AU TOGO***(Mise à jour du 1er juillet 1978)*

Dénomination et sigle	Numéro d'agrément
Banque Internationale pour l'Afrique Occiden- tale ..... « B.I.A.O. »	B1
Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie ..... « B.T.C.I. »	B2
Union Togolaise de Banque ..... « UTB »	B3
Banque Commerciale du Ghana .. « B.C.G. »	B4
Banque Arabe Libyenne Togolaise du Com- merce Extérieur ..... « BALTEX »	B5
Caisse Nationale de Crédit Agricole « CNCA »	B6
Banque Togolaise de Développement « BTB »	B7
Société Nationale d'Investissement et Fonds Annexes ..... « S.N.I. »	B8

Lomé, le 7 septembre 1978

*Le directeur national,*

K. KLOUSSEH

